

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative  
Bâtiment A  
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 30/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CONSTANT ET FILS**

19 Route du Dolmen  
Les Carrières  
24310 Paussac-Et-Saint-Vivien

Références : DiPa/UbD24-47/299/2024

Code AIOT : 0005203155

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement CONSTANT ET FILS implanté Aux Carrières Aux Journaux 24310 Paussac-et-Saint-Vivien. L'inspection a été annoncée le 06/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 18/05/2021 portant sur le changement d'exploitant de la carrière au bénéfice de la SARL Constant et Fils, précédemment autorisée au bénéfice de la SAS Large et Borde par arrêté du 07/12/1999.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CONSTANT ET FILS
- Aux Carrières Aux Journaux 24310 Paussac-et-Saint-Vivien
- Code AIOT : 0005203155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 2021, afin de proposer une poursuite d'activité, l'entreprise Constant a repris l'ensemble des activités de l'entreprise Large et Borde, en redressement judiciaire.

L'arrêté préfectoral du 7 décembre 1999 modifié autorise la SARL Constant et Fils à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire pour pierre de taille sur une superficie de 3 ha 57 a pour une durée de 30 ans.

L'exploitation doit être menée sur une hauteur de 15 mètres. L'extraction des matériaux recherchés (banc calcaire indurés) est effectué par découpe du massif à l'aide de haveuses.

Le tonnage maximal annuel des matériaux à extraire est de 20 000 tonnes.

La carrière est scindée en deux secteurs distincts séparés par la VC 201 d'une centaine de mètres. On notera que l'emprise autorisée du secteur «Aux Carrières» se limite à une unique parcelle (n°154) de 6418 m<sup>2</sup> d'une largeur maxi de 60 mètres (y compris bande inexploitable de 10m), soit 40 mètres de gisement exploitable sur la largeur. La configuration du périmètre autorisé de ce secteur nécessite un accès en empruntant la parcelle 144.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Aménagement t préliminaires	Arrêté Préfectoral du 07/12/1999, article 5.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/12/1999, article 12	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 18/05/2021, article 2	Sans objet
4	Déclaration d'exploitation - GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant indique qu'il y a eu très peu d'activité en 2023 et 2024. L'exploitation sera reprise en

2025.

En raison de la qualité du gisement et de la stratégie de l'entreprise, il est prévu de déposer un dossier de cessation d'activité partielle pour les parcelles 29 et 30.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties Financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties Financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Constant et Fils fournit aux services préfectoraux dans les 15 jours suivant la notification du présent arrêté, l'original d'un acte de cautionnement solidaire conforme à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé attestant la constitution des garanties financières.
<b>Constats :</b>  Le montant du cautionnement est de 34 600 €. Il expire le 28/06/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Aménagement préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/1999, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Signalisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant en caractères apparents, l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b>  Les panneaux d'affichage et la signalisation concernant les règles de sécurité sont peu visible. De plus, en raison du changement d'exploitant en 2021, l'affichage n'a pas été actualisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est nécessaire d'installer un panneau d'affichage à l'entrée du site. A minima, il indique : <ul style="list-style-type: none"><li>• les règles de circulation pour les poids lourds et les véhicules légers, ainsi que les consignes de sécurité,</li><li>• en caractères apparents, l'identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</li></ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/1999, article 12
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan d'exploitation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>- les bords de fouille,</li> <li>- les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 11 ci-dessus et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'exploitation n'est pas actualisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection un plan d'exploitation datant de moins de 1 an et comportant l'ensemble des informations mentionnées à l'article 12 de son arrêté d'autorisation; <u>Il doit être complété en reportant les points suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- indiquer les pistes principales,</li> <li>- indiquer les limites de l'emprise de la phase quinquennale en cours,</li> <li>- les zones exploitées et zones remises en état.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Déclaration d'exploitation - GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, GEREP
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'activité 2023 n'a pas été déclarée dans Gerep et le compte Gerep n' a pas été actualisé suite au changement d'exploitant ayant été acté le 18 mai 2021.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'activité 2023 doit être déclarée dans Gerep avant le 31 mars 2025.</p> <p><u>Pour information :</u></p> <p>L'accès à GEREP se fait via le portail MonAiot. Afin de pouvoir accéder au portail, tout utilisateur doit avoir un compte Cerbère.</p> <p>Pour créer un compte Cerbère : <a href="https://authentification.din.developpement-durable.gouv.fr/authSAML/moncompte/creation/demande.do">https://authentification.din.developpement-durable.gouv.fr/authSAML/moncompte/creation/demande.do</a></p> <p>Un lien de confirmation de création compte sera envoyé (attention, très souvent, ce lien arrive dans la boîte Spams). Il est impératif de valider ce lien (valable 24h). Une fois doté de ce compte Cerbère, rendez-vous sur la page d'accueil du portail MonAIOT et cliquer sur le bouton "Se connecter". Cela redirigera alors vers la page d'authentification : saisir l'identifiant et le mot de passe du compte Cerbère.</p> <p>Tenir informée le service GEREP de la validation du compte : <a href="mailto:gerep.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr">gerep.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr</a></p> <p>Les droits d'accès GEREP de l'établissement seront générés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>